

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1464>



A propos de la ZAD de Notre Dame des Landes

- Tribunes -



Date de mise en ligne : jeudi 19 avril 2018

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Cet article de Didier Brisebourg sur la ZAD de Notre Dame des Landes doit donner lieu à débat.

Message le 13/04/2018

Objet : Notre-Dame des Landes : Pourquoi le gouvernement a-t-il un tel acharnement à détruire la ZAD ?

L'acharnement d'Emmanuel Macron et du gouvernement à détruire les constructions, les exploitations agricoles, les jardins et les logements situés sur la ZAD de Notre-Dame des Landes méritent un examen sérieux afin d'essayer d'en trouver la raison.

Il est difficile de ne pas se poser cette question tant les forces de l'ordre déployées semblent disproportionnées en regard de l'objectif.

Les motifs invoqués par le gouvernement sont en effet très faibles :

- ▶ l'illégitimité de l'occupation n'est pas recevable s'agissant de terrains expropriés depuis longtemps ou laissés à l'abandon en attente de la construction de l'aéroport.
- ▶ le rétablissement de l'Etat de droit paraît incongru quand on sait qu'ont été détruits des lieux de vie qui faisaient l'objet de demande officielle de reconnaissance, par exemple la ferme des 100 noms, contrairement aux affirmations de la préfète. Ce n'est pas tant l'Etat de droit qui agit sur la ZAD, c'est bien plutôt "le droit de l'Etat" , avec sa part irréductible d'arbitraire, de mensonge et de violence, même dans une société dite "démocratique".
- ▶ Emmanuel Macron dit qu'il faut rétablir "l'ordre républicain". Il faut être sérieux : ce ne sont pas quelques nouveaux habitants souhaitant vivre et travailler à Notre-Dame des Landes qui menacent l'ordre républicain. Celui-ci est d'ailleurs davantage mis à mal par les transferts de souveraineté à l'Union européenne et à la finance.
- ▶ Il a dit aussi lors de son entretien hier sur TF1 que l'Etat ne faisait que ce que les Français en attendaient. Or, nous n'avons jamais entendu les Français exiger l'envoi de 2500 gendarmes et CRS, des blindés, des hélicoptères ou des chiens, ni qu'ils auraient exigé l'utilisation de grenades offensives. Empêcher la presse de travailler librement et diffuser uniquement une information contrôlée, ou encore empêcher le transport d'un blessé grave à l'hôpital, est-ce rétablir l'ordre républicain. Bien sûr que non, c'est même le contraire.

La vérité est ailleurs, me semble-t-il : le gouvernement veut à toute force empêcher que ne se mettent en place des manières de vivre et de travailler qui seraient contraires au mode de développement de type capitaliste. Je ne vois pas d'autre raison. J'en veux pour preuve l'obligation faite aux zadistes d'enregistrer des demandes individuelles d'autorisation d'installation et non des demandes collectives alors que depuis 10 ans les zadistes expérimentent de manière collective. Pourquoi un tel refus des projets alternatifs de propriété d'usage collective si ce n'est pour imposer une seule manière de vivre, celle exigée par le développement de type capitaliste à propriété privée individuelle ?

Dans nos sociétés, la propriété privée individuelle est davantage protégée que la propriété d'usage collective. Ceci est conforme au modèle dominant de propriété dont le capitalisme a besoin. C'est d'ailleurs, soi-dit en passant, grâce à l'expropriation de la Nation par l'Etat que la SNCF pourrait être transformée en société anonyme, ou bien que les hôpitaux et tous les services publics sont petit à petit privatisés. L'analyse d'Ugo Mattei en fichier joint est de ce point de vue tout à fait convaincante. N'oublions pas, gardons présent à l'esprit, que le capitalisme a commencé par l'expropriation des usagers des terres agricoles pour mettre en place la propriété privée. C'était l'affaire des enclosures. C'est toujours ce qu'on vit en ce moment. Ce que Marx appelait la fabrique de "l'accumulation primitive

A propos de la ZAD de Notre Dame des Landes

du capital" se poursuit d'une autre manière avec ce que David Harvey appelle "l'accumulation par dépossession". En ce moment, l'Etat dépossède la Nation car nous avons un Etat largement séparé de la Nation.

A moins qu'il ne s'agisse que d'une vengeance, de l'exercice d'un ressentiment de la part d'hommes et de femmes au pouvoir qui se croient investis d'une mission quasi-divine de détention exclusive de la vérité et de la légitimité. Reconnaissons que nos institutions facilitent grandement des dérives violentes de la part de telles personnes au pouvoir. Les contre-pouvoirs sont totalement insuffisants et les institutions protègent davantage les gouvernants des gouvernés que les gouvernés des gouvernants.